



L'emploi sacrifié !

Malgré des déclarations lénifiantes sur la sortie de la crise, les restructurations et les délocalisations. Les communistes font des propositions et viennent en soutien des salariés. p 4

Les Nouvelles de Loire Atlantique nla

Bimensuel édité par la fédération de Loire Atlantique du Parti Communiste Français

Numéro 877

8 octobre 2009

prix: 0,70 €

PRIVATISER LA POSTE:

faut être timbré!



2 000 000 de voix contre la privatisation de la Poste

Le Gouvernement doit reculer

■ la Poste

Grande mobilisation en Loire-Atlantique contre le changement de statut de la Poste. P 3

■ Chantiers Navals

Le syndicat CGT des chantiers navals de Saint-Nazaire interpelle les élus sur la situation très préoccupante dans laquelle se trouve l'entreprise et ses sous traitants P 6



■ Rezé

La ville célèbre 50 ans de gestion à gauche. Regard croisé d'un ancien élu et d'une élue communiste élue en 2008.

■ Supplément

6 ans d'action des élus régionaux communistes

Les Nouvelles de Loire Atlantique nla

Aujourd'hui, Les Nouvelles de Loire-Atlantique, ce sont des milliers d'abonnés ou de lecteurs occasionnels.

Abonnements, diffusion militante:

Participez à la diffusion des Nouvelles de Loire-Atlantique!

Pour tout renseignement: 02 40 35 03 00

L'actualité politique...

EN BREF

Déficit public = profits privés ?

Heureusement, le gouvernement ne s'attaque pas aussi méthodiquement à toutes les catégories de français. Les temps sont durs, c'est la crise, alors, il faut penser à préserver les contribuables les plus fragiles, par exemple, ceux dont la fortune est estimée à plus de 15 millions d'euros recevront un chèque moyen de 368 261 euros.

Fuir le feu

Quatre soldats français sont morts en Afghanistan, dimanche 27 septembre, ce qui porte les pertes françaises à trente-cinq militaires. Ce qui inspire cette sortie au secrétaire général de l'OTAN. Les alliés ne fuient pas le feu. Quatorze pays ont des forces dans le sud, aux côtés des soldats américains. Vingt ont eu des hommes tués au combat, certains ont subi de lourdes pertes. " Et si c'était cette sale guerre, inutile et contre productive qu'il fallait fuir à toute vitesse plutôt que de persister à suivre les funestes stratégies de l'OTAN.

CHEZ LES TALIBANS



Vieille garde

Une fois n'est pas coutume, c'est tout à la fois Marie-George Buffet pour le PCF, Martine Aubry pour le PS, Olivier Besancenot pour le NPA, Cecile Dufflot pour les Verts et les responsables du PG, ou encore du MRC qui ont signé une déclaration commune de soutien au communiste Michel Nouaille qui conduit au second tour une liste de large rassemblement (les listes PCF, Verts et PS ayant fusionné NDLR) susceptible de faire passer à gauche Corbeil Essones face au candidat successeur de l'avionneur Dassault. En difficulté, la droite locale a choisi d'éditer des affiches indiquant « qu'après la gauche française, Kim Jong Il et Fidel Castro appellent à voter Michel Nouailles » et appelant à « voter national » contre les « valets de Staline ». Vu le niveau, on comprend mieux les espoirs des habitants de Corbeil qui ont placé la gauche en tête au premier tour. Il y a urgence à faire rentrer la ville dans le 21ème siècle, la droite locale vit toujours dans les années 50!

Point de vue

Par Gilles BONTEMPS

Les élections régionales de 2010 seront particulièrement importantes. D'abord parce que la droite se sent puissante depuis ses résultats aux européennes et que le gouvernement se montre plus violent que jamais dans ses attaques aux acquis sociaux et son entreprise de démantèlement des services publics.

Depuis 2004, les régions sont passées à gauche avec une présence active des communistes.

Cela a permis de résister aux politiques libérales et d'apporter, à partir des compétences des régions, des améliorations utiles à la vie quotidienne des citoyens.

Dans les Pays de la Loire, le travail engagé depuis 6 ans s'est fait sur la base d'un programme élaboré en commun dans lequel les communistes ont eu des exigences fortes.

Durant le mandat, la poursuite des discussions sur des sujets laissés en suspens en 2004 a permis d'aboutir par exemple à une commission d'évaluation et de suivi des aides publiques allouées aux entreprises.

Aujourd'hui, la droite mesure l'importance du rôle des régions et s'y attaque avec un double objectif. D'abord sur l'aspect institutionnel avec la réforme Balladur qui veut réduire le rôle des collectivités et concentrer encore les pouvoirs. Ensuite avec l'ambition de reprendre à la gauche de nombreuses régions pour acquérir des leviers institutionnels sup-

plémentaires pour sa politique de casse.

C'est d'autant plus vrai pour notre région, celle du premier ministre F. Fillon et de R. Bachelot, la ministre des franchises médicales et de la casse de l'Hôpital Public. Les Pays de la Loire constituent une priorité de reconquête pour la droite rassemblée jusqu'à l'extrême droite de M. DeVilliers.

Conscients de cet enjeu majeur et en appui sur le bilan de la majorité sortante auquel ils ont vivement contribué, les communistes entendent poursuivre leur réflexion pour porter des propositions de nature à relever de nouveaux défis régionaux. C'est pour contribuer pleinement à

cette réflexion que les élus communistes régionaux mettent à votre disposition le supplément joint à ce numéro et qu'ils participeront aux assemblées des 13 et 15 Octobre.

Face à l'offensive de la droite qui espère reprendre la main pour aggraver une situation sociale qui pèse terriblement sur les familles

populaires, nul doute que les communistes auront à cœur de tout faire pour contribuer au rassemblement le plus large à gauche dès le 1er tour. Rassemblement sur un contenu progressiste ambitieux pour un nouveau développement des politiques publiques régionales.

Ce sont à mon sens les conditions nécessaires pour que la gauche soit à la hauteur des enjeux de 2010, à l'inverse des logiques politiciennes qui semblent dominer les positionnements de plusieurs autres forces à gauche, favorisant du même coup la droite de Fillon-Sarkozy.

« Rassembler sur un contenu progressiste ambitieux ! »

Un Budget 2010 accablant

François Fillon a donné dans l'autosatisfaction en présentant un budget « vert », un budget de « reprise ».

De reprise, peut être voulait-il parler de celle des déficits publics: La dette publique atteindra 84 % du PIB à la fin de l'année prochaine, contre 68 % en 2008. Le député communiste Jean-Pierre Brard, dénonce pour sa part « Un déficit abyssal qu'on laisse filer délibérément pour ne pas taxer ceux qui ont de l'argent mais surtout pour justifier après une offensive gravissime pour détruire le socle social de solidarité au nom des économies

nécessaires. Il n'y a rien pour le pouvoir d'achat, rien pour réduire le chômage. Donc nous allons vraiment vers une situation catastrophique. » Le forfait hospitalier passe de 16 à 18 euros et la saignée continue dans la fonction publique avec près de 34 000 suppressions de postes dont une bonne moitié pour l'éducation nationale. Niveau recettes, le budget prévoit une nouvelle baisse avec la suppression de la taxe professionnelle qui fait perdre 12 Milliards d'euros à l'État qui continuera d'octroyer 70 Milliards d'aide aux entreprises



dont plus de 30 d'exonérations de cotisations sociales. Une manne dont on sait qu'elle alimente souvent les marchés financiers. Avec une croissance prévue de 0.75%, le chômage devrait continuer de

fortement progresser et la course folle du pouvoir de droite pour soutenir les marchés et les profits conduit à aggraver terriblement les déficits publics que Sarkozy prétendait combattre.

De vous à moi...

Après George Bush en Irak, c'est au tour du directeur du FMI Dominique Strauss Kahn d'être pris pour cible à Istanbul par un journaliste lanceur de chaussure. Au contraire du « talon de fer » ouvrage dans lequel Jack London décrivait la répression par les forces conservatrices d'une révolution socialiste aux Etats-Unis, la chaussure ordinaire semble être devenue le symbole de la révolte contre les institutions financières et les puissances impériales. A y regarder de plus près, cette arme nouvelle dans l'affrontement Nord-Sud fut déjà utilisée par Kroutchev pour marteler son pupitre dans l'enceinte de l'ONU dans l'intention de s'y faire entendre. Drôle de monde en tout cas que celui où il ne reste au journaliste que le soulier pour opposer la révolte aux bruits de bottes de l'armée américaine et la basket pour botter le train à l'institution financière coupable de l'étouffement des pays du sud au profit des puissances capitalistes depuis plus de 60 ans. A défaut de moraliser un « capitalisme qui porte en lui la guerre comme la nuée porte l'orage », les tenants du système en viendront peut être à consacrer les conférences de presse en y faisant retirer les chaussures à l'entrée, à l'image des lieux de culte de bon nombre de religions. A.S

...en Loire Atlantique.

VITE LU
VITE DIT

Les Pays de la Loire divisent au sommet de l'Etat

Depuis l'annonce de Roselyne Bachelot de ne pas être tête de liste aux régionales de 2010 en Pays de La Loire, des tensions seraient apparues à ce sujet entre Fillon et Sarkozy. Le locataire de Matignon voulant que François Zocchetto, sénateur de la Mayenne soit le chef de file de la droite tandis que Sarkozy lui préfère le président du Conseil général Christophe Béchu.

La région Pays de la Loire continue de susciter les convoitises de l'UMP jusqu'au sommet de l'Etat.

Référendum sur la poste: La préfecture s'en prend aux maires

Les maires d'Indre, de Soulvache et Boussaye ont été assignés devant le tribunal administratif par la préfecture qui juge illégales les décisions des conseils municipaux de contribuer à l'organisation du référendum. Et le tribunal administratif de lui donner raison en suspendant ces décisions. Le maire d'Indre Jean-Luc Le Drenn assurait pourtant dès la sortie du tribunal que « le référendum aurait bien lieu » à Indre même s'il devait se tenir hors mairie.

Les 3 maires ont aussitôt reçu le soutien de la gauche, Jean Marc Ayrault dénonçant « les tentatives d'intimidation de la droite » tandis que Pedro MAIA apportait le soutien de la fédération du PCF en attaquant « la volonté du gouvernement de perturber la tenue d'une votation citoyenne » pour défendre « l'entreprise publique essentielle qu'est la poste. »

La Loire-Atlantique mobilisée pour défendre La Poste



Dans un sondage CSA/l'Humanité, la semaine passée, 75% des personnes interrogées affirmaient qu'elles voteraient « non » si elles étaient consultées sur le changement de statut de l'entreprise publique. Une profonde inquiétude qui s'est traduite par une forte mobilisation populaire lors de la « votation citoyenne » du 3 octobre en Loire Atlantique de 42110 personnes ont voté (41625 non, 535 oui). « Durant la semaine, des dizaines de personnes ont téléphoné aux unions locales, pour savoir où étaient les urnes dans leur ville et connaître les horaires du vote » notait, dimanche après midi, un responsable CGT, alors que les résultats remontaient à l'union départementale où ils étaient centralisés.

Il faut reconnaître que les militants et les élus communistes n'ont pas ménagé leur temps et leurs efforts pour assurer le succès. « Le service postal est notre bien commun, nous devons tout faire pour le conserver » écrivait Roger

DAVID aux électeurs du canton de Montoir de Bretagne, leur demandant de participer « massivement et en famille » à la votation. Sabine MAHE, la maire de Trignac, avait fait distribuer une lettre à tous les habitants. A Saint-Joachim les élus communistes avaient été, au conseil municipal, les initiateurs d'une délibération en faveur du service public postal et d'une conférence de presse donnée avec la maire de la commune... Samedi 3 octobre, on comptait près de 150 bureaux de vote dans 70 villes de notre département.

Les militants du collectif départemental ont pu compter sur l'aide, quelquefois décisive, des municipalités de gauche : 10 points de vote avaient été ainsi mis en place à Saint-Nazaire où la mairie et les mairies annexes avaient ouvert leurs portes tandis que les communistes investissaient, l'après midi, les galeries marchandes du Ruban Bleu, l'Humanité Dimanche en main. On votait dans de nombreux

quartiers à Nantes, il y avait affluence au marché de Talensac et à Chantenay où le vote se déroulait au milieu du forum des associations. A Saint-Herblain, on se pressait autour de l'urne dans la galerie marchande d'Atlantis.

Les élus locaux étaient beaucoup plus réticents dans les villes de droite, le préfet ayant même fait fermer les mairies dans trois communes du département !

C'est, du bout des lèvres qu'à Missillac, le collectif local dont la lutte avait permis, il y a quatre ans, de conserver un bureau de plein exercice, obtenait de faire tirer des bulletins de vote dont « le coût et la facturation seraient étudiés lors du prochain conseil municipal » (dixit le maire au téléphone !) A Vertou, autre haut lieu de lutte pour le service public postal, où Michel GOUTY, avait demandé, en vain, la tenue d'un conseil muni-



cipal extraordinaire, les portes de la mairie restaient obstinément closes tandis que la votation citoyenne avait lieu devant les deux bureaux de poste et sur le marché. A La Baule où l'inter-syndicale du service des pensions de l'éducation nationale (dont les 250 salariés devraient être délocalisés) appuyait fortement l'initiative, le Maire, Yves METAIREAU, avait prêté une urne et la table qui allait avec !



Un emprunt obligataire pour les Pays de la Loire



Au cœur du plan anti-crise de la région, l'emprunt obligataire a été lancé. Les particuliers ont ainsi jusqu'au 9 octobre pour « investir dans leur région » comme le propose la brochure éditée par le conseil régional. L'emprunt régional permet à ceux qui y souscrivent un rendement de 4% par an avant impôt. Pour le Vice-président communiste Gille Bontemps, « c'est une assurance que l'argent, ordinairement placé dans les banques, n'aille pas à la spéculation mais sois immédiatement dirigé vers l'emploi régional ».

En lançant son plan anti-crise, la majorité de gauche part des

compétences de la région. Si l'Etat ne remplit pas son rôle en relançant la consommation par l'augmentation des salaires, la seule « arme » de la région réside dans les investissements. Or, les budgets ne sont pas extensibles mais la région veut réaliser dès aujourd'hui des investissements prévus dans la durée pour favoriser l'emploi régional durement touché par la crise.

Le choix est donc fait d'utiliser ce type de crédit, faisant appel aux habitants de la région plutôt qu'au système bancaire pour un montant de 80 millions d'euros. Une formule qui semble séduire puisqu'en 8 jours, ce sont plus de 40 millions d'euros qui ont été récoltés.

Ces sommes doivent être allouées à la construction de 4 lycées supplémentaires et autres investissements à hauteur de 50 millions. 20 millions iront au soutien à l'économie régionale et 10 millions aux projets portés par des collectivités locales des pays de la Loire.

Une nouvelle exposition au musée de la Résistance

La nouvelle exposition du musée de la Résistance a été inaugurée le Mardi 29 Octobre en présence du maire de Chateaubriant et de nombreuses personnalités politiques, de représentants de l'éducation nationale et d'anciens résistants. L'occasion pour Gilles Bontemps, président des Amis du musée de la résistance à Chateaubriant et Guy Krivopissko, conservateur du musée de

la Résistance nationale, de présenter cette exposition qui a pris place dans le musée pour un an.



Commémorations de Châteaubriant

Les fleurs de la désobéissance



Le 22 octobre 1941, dans le camp de Choisel en début d'après midi, les allemands secondés par les gendarmes français, réunissent 27 otages pour les emmener vers le site de leur exécution dans la carrière de la sablière. Cette décision fait suite à l'assassinat du Lieutenant colonel Holtz à Nantes, le 20 octobre 1941 par un groupe de jeunes résistants communistes. C'est le gouvernement de Vichy et

son ministre de l'intérieur Pierre Pucheu qui fait le choix de la liste des fusillés qu'il appellera les « mauvais français ». Les fusillés sont tous communistes ou syndicalistes de la CGT.

« Malgré les interdictions la population de Châteaubriant se rend dans la carrière pour y déposer des gerbes de fleurs »

Après avoir été assassinés, les corps des otages sont déposés devant le château avant d'être inhumés dans des cimetières de la région castelbriantaise. Le dimanche qui suit les fusillades, malgré les interdictions, la population de Châteaubriant se rend dans la carrière pour y déposer des gerbes de fleurs sur le lieu où les poteaux d'exécution ont été installés. Bravant l'occupant, les habitants des alentours de la ville montrent ainsi leur soutien à la résistance.

Les Nazis voulaient faire de ces exécutions un exemple pour dissuader tout acte de résistance mais ils obtiennent l'effet inverse. Les nombreuses fusillades qui auront lieu sur tout le territoire français, seront le point de départ de l'engagement de milliers d'hommes et de femmes dans les réseaux de résistance.

Guy TEXIER

(Secrétaire du comité du souvenir des fusillés de Nantes et Châteaubriant, membre du conseil d'administration de l'Amicale Châteaubriant Voves Rouillé)

NLA : Pourquoi le choix du thème des « fleurs de la désobéissance » pour les commémorations de cette année ?

G.T. : Après l'exécution des 27 otages, malgré les interdictions formelles de la part des allemands et de la gendarmerie, beaucoup d'habitants de la région de Châteaubriant ont fait preuve de courage en désobéissant pour aller fleurir le lieu des fusillades. Les pressions et les menaces exercées par les autorités françaises et allemandes n'ont pas empêché la population civile d'aller rendre hommage aux fusillés.


NLA : Y a-t-il un

lien entre le thème choisi pour ces commémorations et le besoin de désobéissance civile qui découle de la situation sociale et politique ?

G.T. : Il y a effectivement un lien direct. Au premier semestre de cette année, le monde du travail s'est levé pour protester contre les choix politiques de la droite au pouvoir. A juste raison, les salariés mais aussi les privés d'emploi, les retraités et les jeunes sont conscients qu'ils



sont en train de payer une crise dont ils ne sont pas responsables. Les mobilisations et les mouvements sociaux portent en eux les vents de la désobéissance, des vents qui appellent au changement politique, à une alternative économique et sociale.



Châte@ubriant

Un Pays à découvrir...



- **Un Château Médiéval et Renaissance**
- **Une Cité riche d'Histoire**
- **Une Gastronomie recherchée**
- **Un Pôle d'équilibre économique tourné vers demain**

la Cave



Les Spécialités

2, rue du 11 Novembre
44110 Châteaubriant

tél. 02 40 81 84 40
fax. 02 40 28 34 41

e-mail : cave.chateaubriant@gmail.com



Jules Verne

78, bd Jules Verne
"Route de Paris"
44300 Nantes

tél. 02 51 89 97 52
fax. 02 51 89 97 53

e-mail : cavejulesverne@gmail.com

Tout sur les commémorations

Vendredi 16 octobre

17H45 : Veillée du souvenir devant le monument aux 50 otages à Nantes.

Dimanche 18 octobre

- 8H30 :** Commémoration au cimetière d'Indre.
- 9H30 :** Commémoration de la Blisière dans la forêt de Juigné.
- 14H00 :** Départ du défilé au rond-point Fernand Grenier.
- 14H00 :** Commémoration dans la carrière des fusillés à Châteaubriant.

Mercredi 21 octobre

cérémonie au terrain du Bêle.



France Fleurs

— M^{me} CHAPLAIS —

Membre agréé Interflora - CB/Tél - 7j/7
Artisan fleuriste. Livraison à domicile
Toutes compositions florales. Cadeaux...

11, place de la mairie - 44110 CHATEAUBRIANT
Tél. : 02 40 81 23 43 / 02 40 28 06 77
Fax : 02 40 81 02 26

Les horaires du car pour Châteaubriant au départ de Nantes

- 11H30 :** Départ place du 8 mai à Rezé
- 11H35 :** Pirmil
- 11H40 :** Allée Baco
- 11H45 :** Place Zola
- 11H50 :** Rond-point des châtaigniers
- 11H55 :** Beauséjour
- 12H00 :** Pont du Cens
- 12H05 :** Le Cardo



Jardinerie La Rosée

Décoration • Fleuristerie
Animalerie • Pépinière

30, rue Alsace Lorraine 44110 CHATEAUBRIANT
Tél. 02 40 81 05 21 - Fax. 02 40 28 06 06



Le dossier.

L'emploi sacrifié

Restructurations et délocalisations continuent. Alors, sortie de crise ?

Alors qu'en ces temps de préparation budgétaire, les discours sur la sortie de crise et sur la nécessité de soutenir les entreprises se multiplient, on constate **combien le décalage existe avec la réalité que vivent les salariés et leur famille.** Une réalité que viennent appuyer les différentes statistiques sur la situation de l'emploi en France, mais aussi dans la région des Pays-de-la-Loire. Si le taux de

Avec une augmentation du chômage de plus d'un tiers en un an dans les Pays-de-la-Loire, les douze derniers mois ont été difficiles, après dix années de croissance ininterrompue. Une augmentation du chômage qui va de paire avec une explosion des heures de chômage partiel, ainsi qu'avec l'augmentation substantielle des ménages bénéficiaires du RSA (plus de 60.000).

Les restructurations d'entreprises et les délocalisations d'emploi sont les premières causes des destructions d'emploi. **L'industrie est particulièrement touchée par la multiplication des fermetures et des restructurations.**

Si la crise est évidemment la première raison mise en avant par les directions d'entreprises pour expliquer

des décisions « inéluctables », selon elles, on s'aperçoit très vite que celle-ci n'est souvent qu'un prétexte. **D'ailleurs, certains patrons ne s'en cachent pas, tel Carlos GHOSN, PDG de Renault, et n'hésitent pas à déclarer combien la crise ouvre des perspectives importantes de restructurations pour leurs entreprises.** Des déclarations et des comportements qui montrent combien nombre d'entreprises, si promptes à demander des aides publiques ou des exonérations de charges sociales, n'ont que faire de la responsabilité sociale que la collectivité est en droit d'exiger d'elles.

Au côté des nombreux salariés en lutte contre ces comportements irresponsables qui brisent des milliers de vies, les communistes ne sont pas les

derniers à faire des propositions afin de changer le rapport de force sur les questions d'emploi. **Les parlementaires communistes ont déposé le 28 mai dernier trois propositions de loi instaurant**

l'interdiction des licenciements dans les entreprises qui distribuent des dividendes ou qui délocalisent, l'augmentation du SMIC à 1600 euros net, la création d'un pôle public bancaire afin de reprendre en main le crédit, et la création d'un droit de veto pour les salariés sur les



plans de licenciements.

Ces propositions, ainsi que celles de Fonds Régionaux pour l'emploi et la formation où des commissions de contrôle des fonds publics (mise en place dans notre région), sont mis dans le pot commun de ceux qui veulent lutter pour une nouvelle maîtrise sociale de l'économie. Des

luttons, comme celles des salariés du terminal méthanier de Montoir ou du Grand Port Maritime de Nantes-Saint Nazaire montrent que l'on peut gagner et qu'il n'y a aucune fatalité aux reculs sur les questions d'emploi. Avec les mobilisations des 7 et 22 octobre, les salariés pourraient marquer de nouveaux points.

Certains n'ont que faire de la responsabilité sociale des entreprises.

chômage (chômeurs de catégorie 1) s'établit à la fin du 1er semestre en France à 8.5%, celui de la région est de 7.5%.

Francine DESNOS secrétaire du comité régional CGT des Pays-de-la-Loire

La situation de l'emploi continue de se détériorer, dans la région comme dans la France entière. Qu'en pense la CGT ?



Grâce à l'injection de milliards d'euros par les Etats, la crise a été de courte durée pour les financiers. Elle se prolonge pour les salariés et leur famille qui continuent d'en subir les conséquences dévastatrices. La remise en cause des logiques de rentabilité

financière n'est pas inscrite dans les choix patronaux et gouvernementaux. Le sauvetage

du système financier a laissé de côté les attentes sociales et lourdement hypothéqué les capacités d'investir pour l'avenir. Les résultats ce sont des emplois détruits par milliers, des salaires en berne, un accroissement sans précédent de la dette publique, une protection sociale constamment menacée d'étranglement financier.

Comment comptez-vous mobiliser les salariés sur les questions d'emploi, et notamment celle de la sauvegarde et du développement de l'emploi industriel ?

7 et 22 octobre deux grandes dates de mobilisation pour l'emploi

Les salariés ont toutes les raisons de se mobiliser. Luttons à l'entreprise, mobilisations pro-

fessionnelles et interprofessionnelles vont s'articuler tout le mois d'octobre. Notamment, deux journées d'actions nationales interprofessionnelles :

- le 7 octobre, dans le cadre de la journée internationale sur le travail décent, pour l'emploi, les salaires, les retraites

- le 22 octobre, sur les enjeux industriels pour développer et amplifier la bataille pour l'emploi industriel parce que l'industrie, et les services qui y sont liés, sont un levier considérable pour l'activité économique et sociale, pour le développement des territoires. Nos revendications portent sur 5 priorités : priorité à l'emploi, à l'augmentation des salaires et la reconnaissance des qualifications ; accroître l'effort de recherche et d'innovation ; renforcer le potentiel industriel et le mettre au service d'un nouveau modèle de développement plus économe en ressources ; gagner des droits nouveaux d'intervention pour les salariés ; créer un pôle public financier pour réorienter le financement des entreprises.

Ils ont dit :

Alain MORIN, Rédacteur en chef d'Economie et Politique



Nous proposons de mettre en place des Fonds publics régionaux alimentés par une dotation budgétaire de chaque Conseil régional pour intervenir dès le niveau local. Ils prendraient en charge tout ou partie des intérêts des crédits des entreprises (des PME) pour leurs investissements réels avec des taux

Mobiliser l'argent pour l'investissement et l'emploi

d'intérêt d'autant plus abaissés qu'ils programmeraient de bons emplois, bien rémunérés, avec de bonnes formations.

Ces Fonds pourraient être saisis par les CE, les syndicats, les élus locaux pour le financement de projets d'emploi (créations, promotions, conversions avec les formations) ou la

création de contre-propositions face aux plans patronaux.

Sans attendre l'échec de la droite, il existe des majorités possibles pour s'engager dans les 20 régions dirigées par la gauche.

Philippe DENIS, Président du groupe communiste à la région



Depuis janvier, la commission d'attribution et de contrôle des fonds publics est devenue réalité en Pays de la Loire. On mesure son importance au regard des plus de 100 millions d'euros versés chaque année aux entreprises. Elle veillera à ce que ces fonds soient bien utilisés au développement économique et de

l'emploi. Dotée de ses propres moyens d'expertise, elle est composée à parité entre les élu-e-s, les syndicalistes et la « société civile ».

Outre les engagements en matière d'emploi, elle impose aussi aux bénéficiaires de l'aide « des contraintes sociales et environnementales ». Elle possède les moyens de vérifier que les engagements pris soient respectés.

Contrôle des fonds publics régionaux : un enjeu de société

Cette commission peut être un atout décisif pour impulser d'autres logiques en matière de financement, c'est toute l'attribution des élu-e-s communistes.

PRENONS NOTE...

109.000 étudiants en Pays de Loire

Alors que les universités ont effectué leur rentrée, l'administration de l'Education Nationale a communiqué les chiffres des étudiants pour l'an passé. Facultés et grandes écoles ont accueilli 109.143 étudiants ligériens en 2008/2009. 53% d'entre eux étaient inscrits à l'université. **Ils étaient 48.600 à Nantes, 31.500 à Angers, 3.000 à Saint-Nazaire.** L'une des caractéristiques de la région étant une forte implantation du privé confessionnel dans l'enseignement supérieur avec notamment l'université catholique de l'Ouest à Angers, une des rares à exister en France. Notons enfin qu'en ce qui concerne l'apprentissage les Pays de la Loire arrivent en tête des régions avec 31.000 apprentis.

Bouguenais Technocampus a ouvert ses portes

Le centre de recherche sur les matériaux



composites a ouvert ses portes lundi 21 septembre à Bouguenais. Piloté par la région des Pays de la Loire, le site de près de 19.000 m² qui a nécessité 80 millions d'euros d'investissements, accueille, aujourd'hui, 187 personnes dans plusieurs laboratoires. 300 personnes y travailleront dans l'avenir. Il a pour vocation, en partenariat avec Airbus dont l'usine est à proximité, d'impulser la recherche universitaire et l'innovation industrielle autour des matériaux composites de demain.

Saint Brévin Total signe un gros chèque

Un an et demi après avoir subi la pollution de l'estuaire par la raffinerie de Donges (fuite d'une canalisation en mars 2008) et bien qu'il ait affirmé haut et clair qu'il n'était « pas question de négocier avec Total », le maire de Saint Brévin a changé d'avis. Par 32 voix pour et une abstention, les conseillers municipaux ont accepté un chèque de 150.000 euros de la multinationale pour solde de tous comptes. Au printemps Paimbœuf avait négocié une indemnité de 500.000 euros, Corsept et Frossay 50.000 euros chacune.

Nort sur Erdre SAMRO : six mois de sursis

Le tribunal de la Roche sur Yon a placé la SAMRO et ses 770 salariés en redressement judiciaire. « Cela redonne un peu espoir aux salariés, encore faut-il qu'il y ait une reprise économique » a commenté Jean Marie POUVREAU de la CGT. Dans un communiqué, la direction de l'entreprise a évoqué un projet de plan social risquant de supprimer de 160 à 270 emplois. **Les salariés de Nort sur Erdre sont d'autant moins au bout de leur peine que leurs dirigeants conditionnent l'ampleur des licenciements à venir, à l'importance de l'aide qu'ils recevront « des acteurs publics ».** C'est le refrain bien connu : quand tout va bien, on privatise les bénéfices mais quand tout va mal, on demande à nationaliser les pertes !

Chantiers Navals La CGT écrit à tous les élus



Très préoccupée après un été qui, en dépit d'une intense campagne de communication « en interne comme en externe » de la part de la direction, n'aura, en définitive, apporté aucune nouvelle commande, la CGT des Chantiers navals a donné une conférence de presse le 25 septembre dernier. Joël CADORET a dénoncé les nombreux « effets d'annonces » auxquels s'est prêtée la direction durant la période estivale. Des leurres avant tout destinés à « masquer » la situation extrêmement grave que connaît l'entreprise et ses sous-traitants dont les salariés sont aujourd'hui « pas très loin de la noyade ». Pourtant, selon le responsable de la CGT, le scénario catastrophe peut encore être évité, en s'appuyant résolument sur « une véritable politique industrielle qui renforce et développe l'emploi ». C'est dans cet objectif que le syndicat a écrit au préfet et sous-préfet à plus de 50 maires et à leurs conseils municipaux, aux conseillers généraux, à la députée de la localité, aux conseillers régionaux des Pays de Loire et de Bretagne en leur demandant « d'engager leur responsabilité sur le projet de commande d'un car ferry pour la Brittany Ferries, armateur français ». La compagnie envisagerait, en effet, de renouveler prochainement 3 navires de sa flotte. Le syndicat propose donc de se servir de cette « aubaine pour reconquérir le marché Franco/Français ». Ces commandes sont d'autant plus nécessaires que STX veut remettre en cause l'accord d'accompagnement des périodes de chômage partiel signé en février 2009. Arraché de haute lutte, ce dernier prévoyait une indemnisation à 100% des salaires en cas de chômage partiel. Cette remise en cause est d'autant plus inacceptable, insiste la CGT que ce sont, en grande partie, les choix industriels de la direction qui ont conduit les Chantiers dans l'impasse et que STX reçoit d'importants fonds publics pour mettre en œuvre ses plans de formation.

Gare de Nantes à rénover d'urgence

Gare de Nantes à rénover d'urgence 14 millions de voyageurs ont emprunté l'une des 130 rames du TER en 2008. Un chiffre stable après des années de progression à 8 ou 9% qui pousse la Région à poursuivre le renouvellement du matériel roulant. 60 nouvelles rames seront mises en service d'ici 2011. Mais l'augmentation du trafic passe obligatoirement et de façon urgente par la rénovation de la gare de Nantes a souligné récemment Xavier COHADON, directeur régional de la SNCF. Le tram-train qui sera mis en service entre Nantes et Clisson fin août 2010 et le premier tronçon de la ligne Nantes/Châteaubriant (jusqu'à Nort-sur-Erdre) qui sera ouvert en septembre 2011 imposent de nouveaux aménagements. Quant au Nantes/ Bordeaux (4 heures 20 sur une ligne vétuste et sinueuse) des études vont être lancées pour (enfin) la moderniser !

Port Reconnaître les maladies professionnelles

Les dockers toussent deux fois plus que la normale et, selon la CGT, le nombre de maladies cardiaques et de cancers est inquiétant dans la profession. Il faut dire que pendant longtemps les protections étaient de pure forme et pratiquement inefficaces. **Depuis 1992, date à laquelle les dockers sont comptabilisés, sur 362 travailleurs recensés, 99 sont malades.** Travailler dans les cales dans une atmosphère confinée et irrespirable a des conséquences très lourdes sur la santé. Le bois, les céréales, le charbon, les engrais contiennent parfois beaucoup de solvants et de pesticides qui peuvent être la cause de maladies graves pourtant, jusqu'à présent, non reconnues professionnellement par les organismes sociaux et la Caisse Régionale d'Assurance Maladie. Une situation qui ne peut plus durer. Le syndicat demande également qu'une enquête environnementale soit organisée.



Les Roms sont-ils des citoyens européens comme les autres ?

« Toujours là pour doper les quotas », « 120 Roms en charter », « Les gravats cernent des caravanes de Roms », « Sur l'île de Nantes, un mur de débris a été érigé autour d'un terrain investi illégalement par des familles », « A Rezé, les familles Roms sommées de pousser leurs caravanes un peu plus loin », « Au Vieux-Doulon, des familles Roms les pieds dans la gadoue » : ces titres de la presse locale et régionale illustrent la détresse humaine et sociale des familles Roms. Ils ont été particulièrement nombreux ces dernières semaines ne pouvant nous laisser indifférents. **Les faits**

s'imposent à nous, la trop longue histoire des discriminations et persécutions perpétuelles vécue par les Roms doit s'arrêter. A Nantes comme ailleurs !

Nous ne pouvons nous satisfaire d'une procédure qui consiste à déloger les Roms pour les envoyer un peu plus loin chez le voisin dont on sait qu'ils reviendront. Ne serait-il pas plus constructif de se situer sur le terrain de la citoyenneté et des droits de l'homme et d'apporter une réponse de qualité à une situation trop souvent faite de référés, de recours en justice, d'interventions des forces de l'ordre, à l'évidence sans efficacité ? Et ce d'autant que le déplacement des gens du voyage au gré des procédures, favorise la dispersion des familles et rend plus difficile encore le suivi sanitaire et social effectué par le tissu associatif. **Comme le demandent les associations, une**

table ronde qui rassemblerait toutes les parties concernées par l'accueil de ces familles dans notre département, les services de l'Etat, le conseil général, les principales villes et communes doit être organisée sans tarder. Le temps est venu que les pouvoirs publics apportent des solutions durables à l'égard de ces populations continuellement rejetées et construisent une politique d'accueil autre que celle qui consiste à tolérer autant que faire se peut la politique du squat.

300 Roms et les associations qui les soutiennent, ont manifesté le 29 septembre devant le siège de Nantes Métropole pour refuser cette politique d'expulsion systématique. Présents à Nantes depuis 4,5, 6 ou 7 ans ils ne comprennent pas le revirement total des politiques d'accueils et d'accès aux droits à leur égard. Ils ont sollicité une entrevue pour exiger une table ronde de tous les pouvoirs publics concernés. Les portes sont restées closes !

Marie Annick Benâtre



près de vous

Congrès de l'Union Sociale de l'Habitat

Les élu-e-s communistes, dont M. A. Benâtre, présent-e-s à ce congrès ont exigé l'abrogation de la loi Boutin considérant que toutes les mesures de cette loi vont à l'encontre du progrès social, et des besoins des familles. Elles sont mauvaises pour l'avenir du logement social. Ils ont demandé au gouvernement qu'il déclare le logement « grande cause et priorité nationale ». Ils ont formulé le vœu que les Etats Généraux annoncés pour 2010 soient l'occasion pour le mouvement HLM de parler fort et de porter des propositions en faveur d'une vraie politique de logement social. Nous y participerons !

Loire-Atlantique

Les élu-e-s communistes mobilisé-e-s contre la privatisation du service public postal
Dans tout le département les élu-e-s communistes se sont mobilisé-e-s pour organiser au sein de leur mairie, dans leur commune des lieux de votation contre la privatisation de La Poste. Multipliant les déclarations et les communiqués (au conseil général à Bouguenais...), n'hésitant pas à inviter leur opposition à s'inscrire dans cette journée citoyenne (Vertou, Basse-Goulaine, La Baule...) ils ont été avec les syndicalistes les relais indispensables auprès de la population.

Trignac



Annulation d'AssociaFête : « La sécurité des personnes prime »

Une quarantaine d'associations ont préparé AssociaFête à Trignac, malheureusement les prévisions météorologiques ont eu raison de la fête des associations trignacaises. Des averses orageuses étaient prévues le jour de la manifestation et les associations ont voté l'annulation de celle-ci. Une annulation approuvée et souhaitée par Mme le Maire pour qui la sécurité matérielle et surtout celle des personnes prime. Une nouvelle date sera proposée prochainement.

Vertou

Ligne 28 dans Beautour
« Il faut que ça roule » ! Tel est le mot d'ordre lancé à Vertou et relayé par l'élu communiste Michel GOUTY pour le prolongement de la ligne 28 dans Beautour. Une pétition circule actuellement pour que ce quartier de plus de 4000 habitants puisse retrouver une ligne de bus régulière de proximité.

L'invité

Rezé à gauche depuis 50 ans

La municipalité de Rezé vient de fêter ses 50 ans de gestion municipale continue à gauche. Une exposition a été réalisée à cette occasion qui revisite 50 années riches en événements politiques et en réalisations municipales. Notre camarade Yann VINCE a fait un exposé, lors de la cérémonie inaugurale de l'exposition, rappelant l'histoire de la gauche à Rezé depuis la Révolution française.

Des élu-e-s communistes participent depuis 1959 à l'exécutif communal, sauf durant le mandat 1965/71, l'accord à gauche n'ayant pu se réaliser au 1er tour. L'union des forces de gauche est pourtant une réalité durable à Rezé. Déjà, de 1929 à la seconde guerre mondiale, radicaux et socialistes avaient dirigé la municipalité, puis socialistes et communistes de 1945 à 1949, un changement d'alliance des radicaux ayant permis l'accession au fauteuil de premier magistrat de la commune d'un maire gaulliste pendant 10 ans. En 1959, la ville de Rezé, avec 20 000 habitants était la 3ème du département. L'accord réalisé dès le premier tour entre socialistes, communistes, radicaux, démocrates et laïques était un cas unique dans l'ouest et l'un des rares sans doute en France. Du logement social (construction des logements HLM du château de Rezé en 1960-61) au développement de l'école publique avec de nombreuses réalisations d'équipements scolaires et sportifs (piscine municipale en 1973) en passant par la création d'outils de diffusion culturelle (école municipale de musique en 1975, l'espace Diderot et sa médiathèque en 1991), ou la protection de l'environnement (acquisition des prairies de Sèvre en 1973) Rezé fait figure de pionnière. Gilles BARAUD, adjoint de 1959 à 1965, conseiller municipal de 1971 à 1983 et Mireille PERNOT, adjointe depuis 2008 témoignent de leurs expériences respectives d'élu-e-s communistes à 50 ans de distance.

« Il faut se rappeler du contexte de 1959, la guerre d'Algérie... les divergences avec les socialistes se sont estompées à Rezé sur la question laïque. La liste constituée était une liste laïque. Une fois élus, nous avons très bien appliqué notre programme et mis en œuvre nos objectifs. J'étais adjoint aux finances et à l'action sociale, président du bureau d'aide sociale. On a fait le service de soins à domicile, l'assainissement de toute la commune, on a fait des HLM... »



Gilles BARAUD
Adjoint de 1959 à 1965.
conseiller municipal de 1971 à 1983

Mireille PERNOT

Actuelle Adjointe à la culture

« Rezé a un tissu associatif dense, la ville fait des efforts incessants pour une politique tarifaire adaptée à tout revenu, les élus sont rompus à l'exercice du meilleur service public pour tous. C'est une ville engagée dans des programmes de coopération qui ont du sens (sahraouis, Palestine...). Qu'en restera-t-il si la réforme institutionnelle en cours aboutit ? Quelle marge de manœuvre si le préfet et la grande métropole décident de tout, et si les budgets communaux sont réduits comme peau de chagrin. Les élus communistes rezéens situent la bataille à ce niveau : obtenir une réforme de la fiscalité permettant d'exercer la démocratie locale au plus près... »



L'activité

Savenay

Centre d'Enfouissement technique de Savenay

Le 18 décembre 2008, la communauté de commune Loire et Sillon délibérait en faveur du projet de centre d'enfouissement technique sur la commune de Savenay. Avec l'ouverture de l'enquête publique ce mois ci, des élus feraient mine de découvrir un projet lancé depuis 2001 !

« Avec l'adoption de la compétence déchets en 2002, il convenait de trouver des solutions communautaires au problème du traitement des déchets. On ne pouvait se contenter éternellement du principe trop facile : pas chez moi, chez les autres ! » indique Jean-Yves MARTIN conseiller communautaire de Loire et Sillon. Sur des critères de sécurité environnementaux, d'accessibilité, le site de Savenay a été retenu parmi 45 proposés par les communes adhérentes au syndicat mixte. Malgré tout, une pétition a été lancée contre ce projet dont la surface paraît excessive aux opposants. Un argument repris par le nouveau maire de Savenay qui voudrait voir le projet ramené à 7 hectares contre les 20 utiles au traitement de 20 à 25000 tonnes de déchets par an. Une capacité de traitement raisonnable puisqu'en moyenne, c'est 100000 tonnes qui sont traitées par an et par site. J.Y. MARTIN déplore la remise en cause du CET par des élus, une aberration rendue possible par un manque de concertation avec la population.

ADECR

Non projet de réforme territoriale

Réunis en assemblée générale le 30 septembre dernier, les élu-e-s communistes républicain-e-s et apparenté-e-s de Loire-Atlantique ont décidé de lutter activement contre la réforme des collectivités territoriales. Conscients que les élus sont mal informés des dangers de cette réforme – sans parler des citoyens qui en ignorent complètement les enjeux – ils souhaitent une grande mobilisation populaire à l'exemple de celles menées pour La Poste ou contre le traité constitutionnel européen. Une première urgence : celle de se battre contre le discours populiste et simpliste du gouvernement qui annonce : « moins d'élus, moins de fonctionnaires, moins d'impôt ». Mais moins d'impôt pour qui ? Les entreprises exonérées de la T.P et, de nouvelles taxes pour qui ? Les citoyens ! Le but des élu-e-s communistes est de sauver les collectivités garantes de la démocratie de proximité et les services publics locaux qui, si la réforme passait, seraient livrés au règne de la profitabilité capitaliste.

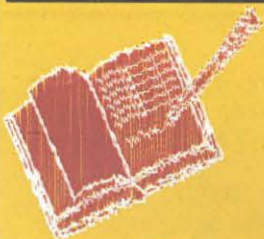


Parc de Brière

Michèle PICAUD : « La culture est indispensable pour le bien vivre ensemble »

Le mois des parcs « a connu, à nouveau, un beau succès populaire » dont s'est réjoui Michèle PICAUD, la très active présidente de la commission culture du parc régional de Brière. Plus de 10 000 personnes ont fréquenté les diverses animations. Avec plusieurs points forts comme les jeudis 3 et 10 septembre, les marchés aux produits du terroir du village de Kerhinet ont attiré environ 2000 personnes. Le dimanche 6 septembre « Bougez autrement » à Saint-André-des-Eaux a rassemblé, pour une journée conviviale, quelques 200 randonneurs pédestres, 121 équestres, une cinquantaine de cyclistes et pour la première année le club Handisport Brière/Vilaine. Le « Festival l'école verte » à Saint-Malo-de-Guersac, dédié « aux arts et à l'éco citoyenneté » a réuni près d'un millier de personnes autour de nombreux stands de sensibilisation à l'environnement (tri sélectif, toilettes sèches, l'utilisation des produits phytosanitaires) et de ses spectacles pour tous publics... La conseillère régionale a également relevé la très forte implication d'une quarantaine d'associations et de tous « ces bénévoles passionnés » qui ont déployé « une ardeur sans limite pour faire vivre leur territoire », qui se sont dépensés sans compter pour organiser une randonnée, pour proposer un spectacle ou des animations de qualité. Un mois des parcs très réussi en Brière qui mérite qu'on s'assure, en ces temps de crise où la culture peut apparaître, à tort, pour certains comme un supplément d'âme, du « soutien renouvelé des différents partenaires pour l'édition 2010 ».

AUJOURD'HUI ET DEMAIN



Saint-Nazaire

Mercredi 7 octobre : soirée d'étude sur l'aéroport notre-Dame des Landes à 18H30, salle polyvalente de l'immaculée.

Jeunes communistes

Vendredi 9 octobre : Banquet des jeunes communistes à 19H00 à la fédération. Vous pouvez réserver votre participation au 06 08 93 71 84.

Fédération

Mardi 13 octobre : Assemblée générale des communistes de la grande région nantaise, salle de la carrière de St-Herblain à 18H30.

Fédération

Jeudi 15 octobre : Assemblée générale des communistes de la grande région nazairienne, salle Dulcie September à Trignac, 18H30.

Loire et Sèvre

Mardi 20 octobre : Assemblée générale de la section à 19H00, salle Fernand Buisson aux Sorinières.

Fête annuelle des retraités CGT

Le Jeudi 24 septembre s'est tenue la fête annuelle des retraités CGT sur le terrain de la Bégraisière à St-Herblain. Rassemblant de nombreux militants CGT, des acteurs du mouvement social, politique et associatif, la fête fut un succès. **Dans un contexte de crise sociale grave, les retraités CGT ont eu l'occasion de réfléchir et d'échanger sur le syndicalisme, l'unité syndicale et sur les mobilisations à venir.** Des élus socialistes et communistes dont Gilles BONTEMPS, Sandrine FLEURIMONT et Michel RICA étaient présents pour saluer les militants CGT.



Les élus communistes de la région présentent leur bilan



A quelques mois des prochaines élections régionales, les conseillers régionaux communistes présentent le bilan de leur mandat. Dans notre département, 2 Assemblées générales sont prévues à cet effet. **La première aura lieu le Mardi 13 octobre à 18H30, salle de la carrière à St-Herblain, elle concerne les militants de la grande région nantaise. La seconde s'adresse aux communistes de la grande région nazairienne, elle aura lieu le Jeudi 15 octobre à 18H30, salle Dulcie September à Trignac.**

En 2004, la région Pays de la Loire passait à gauche, dès lors, les politiques publiques régionales étaient réorientées pour être au service des habitants de la région, en particulier pour les salariés et les familles populaires dans les domaines du développement économique, des transports, de l'éducation, de l'emploi ou de la défense des services publics.

Les communistes débattent en ce moment des 3 axes de travail décidés au conseil national du PCF du 4 septembre : **Comment battre la droite étant donné la dynamique résultant de l'alliance entre l'UMP, le Nouveau centre et les villieristes ? Quel rassemblement de la gauche ? Quel projet régional de gauche pour le prochain mandat ?** Autant de questions auxquels les communistes réfléchissent avant la consultation nationale qui aura lieu dans quelques semaines.

« Nouvelles de Loire Atlantique »

Directeur de la Publication : Aymeric SEASSAU
Commission paritaire : N° 0310 I 86504
Imprimerie: IMPRAM Lannion
Composition: SEM Locminé
Responsable de la rédaction: Aymeric SEASSAU
NLA 41 rue des Olivettes - 44000 Nantes
Tél: 02 40 35 03 00 - Fax: 02 40 48 56 36
e-mail: nlapublicite@orange.fr
Ce numéro des Nouvelles a été réalisé avec la collaboration de:
Marie-Annick BENÂTRE
Yannick CHENEAU
Michel DEJEU
Pedro MAIA
Jean-Yves MARTIN
Yann VINCE
Manu BLASCO
Jérôme TURMEAU



Vite lu...

L'Huma nouvelle Formule

Le 13 octobre prochain sortira la nouvelle formule de l'Humanité. Nouvelle maquette, nouvelle place pour l'image, nouveaux intitulés et beaucoup d'innovations sont au menu pour le quotidien national.

Michel Guilloux, rédacteur en chef de l'Humanité viendra à Nantes présenter cette nouvelle formule :

**Le mardi 20 octobre
A 20H30
A la médiathèque de Nantes**

l'Humanité

Le 13 octobre
la nouvelle
Humanité

Nécrologie

C'est avec tristesse, que nous avons appris le décès de notre camarade Marcel LEVE-NEUR. L'équipe des nouvelles de Loire-Atlantique présente à Françoise, à sa famille et à ses proches, ses plus sincères condoléances.



Par Benjamin Filliatre (jeune travailleur)

Le discours du président sur les jeunes était très attendu, et pour cause, ils subissent la crise de plein fouet ! L'intérim, qui est devenue aujourd'hui un des rares moyens pour permettre aux jeunes de se lancer sur le marché du travail, est en chute libre. **Les entreprises qui licencient massivement ou qui gèlent le recrutement, refusent d'engager des**

jeunes diplômés sans expérience. Pourtant nous sommes près de 500000 jeunes à être sortis du cursus scolaire avec un diplôme qui devrait nous permettre de trouver un emploi, mais la majorité d'entre nous est condamnée à aller de petits boulots en petits boulots pendant plusieurs années avant de trouver un emploi qui corresponde réellement à notre formation. Sans parler du nombre de jeunes à qui l'éducation nationale n'a pas permis d'avoir un ensei-

gnement de qualité et qui se retrouvent livrés à eux même sans aucuns diplômes. Le discours du président n'a apporté aucune réponse. Rien sur l'insertion dans le monde professionnel pour les jeunes diplômés, la seule réponse aux jeunes en échec scolaire est le contrat d'apprentissage, qui même s'il est un moyen sûr d'obtenir une formation, nous contraint à subir l'exploitation de plus en plus tôt (heures supplémentaires rarement payées, tâches ingrates que le patron



ne peut décentement pas donner à ses autres salariés,...) Nous aurons quand même le droit au RSA... Si nous ne faisons pas partie de la faible minorité qui arrive à travailler deux ans sur trois... Malgré l'absence totale de vraies mesures dans son discours, Sarkozy nous a rappelé qu'il

devrait y avoir réciprocité entre l'Etat et le jeune et que ce dernier avait des devoirs envers la république. **On se demande ce qu'une jeunesse stigmatisée, condamnée à la précarité et à l'exploitation peut bien devoir au gouvernement.** Face à ce dédain nous devons mener une grande campagne sur l'emploi, la formation et l'insertion professionnelle des jeunes, il n'est pas acceptable qu'un pays comme la France condamne sa jeunesse à ne pas avoir d'avenir.